

ALETHEIA

Lettre d'informations religieuses

"La vérité vous rendra libres" (Jean, 8, 32)

VI^e année - n° 81

18 septembre 2005

Rédacteur : Yves Chiron

Cette lettre d'informations n'entend pas se substituer aux revues de formation doctrinale et intellectuelle existantes ni aux revues d'informations religieuses. Elle paraît quinze fois par an et contient des nouvelles, des analyses, des commentaires qui ne trouveraient pas forcément leur place dans les publications auxquelles je collabore. Ces nouvelles, analyses et commentaires n'entendent proposer aucune doctrine ou position religieuse qui me soit propre. Il s'agit simplement de servir la vérité dans la fidélité à l'enseignement traditionnel de l'Église.

De format modeste, cette lettre d'informations, sans exclusive, est adressée gratuitement à un certain nombre d'amis, de correspondants, de revues et à tous ceux qui en font la demande. Son envoi n'est pas soumis à abonnement. Libre au lecteur de contribuer, comme il le souhaite, aux frais d'impression et de diffusion.

Y.C., 16 rue du Berry, F - 36250 NIHERNE

Rome et la FSSPX en dialogue

Outre une conférence devant des prêtres de la Fraternité Saint-Pie X, Mgr Fellay a rendu compte de sa rencontre avec Benoît XVI dans un entretien accordé à DICI (www.dici.org) et publié le 17 septembre. En voici la reproduction intégrale :

"Le devoir de faire reconnaître la place de la Tradition dans l'Église"

DICI : Monseigneur, vous avez demandé au pape Benoît XVI une audience qui a eu lieu le 29 août dernier. Quel était le sens de votre démarche ?

Mgr Fellay : Nous avons souhaité rencontrer le Saint-Père parce que nous sommes catholiques et que, comme tout catholique, nous sommes attachés à Rome. En demandant cette audience nous voulions montrer que nous sommes catholiques. Tout simplement.

Notre reconnaissance du pape ne se limite pas seulement à la mention de son nom au canon de la messe par tous les prêtres de la Fraternité Saint-Pie X. Il est normal que nous marquions notre déférence en tant que catholiques romains. Catholique veut dire universel, et le Corps mystique de l'Église ne se réduit pas à nos chapelles.

Il y a également de notre part le dessein de rappeler au nouveau Souverain Pontife l'existence de la Tradition ; le souci de lui rappeler que la Tradition c'est l'Église et que nous incarnons de façon tout à fait vivante la Tradition de l'Église. Nous voulons montrer que l'Église serait plus forte dans le monde d'aujourd'hui si elle maintenait la Tradition. Ainsi nous souhaitons apporter notre témoignage : si l'Église veut sortir de la crise tragique qu'elle traverse, la Tradition est une réponse, voire la seule réponse à cette crise.

DICI : Comment s'est déroulée cette audience ?

Mgr Fellay : L'audience a eu lieu dans la résidence d'été des papes à Castel Gandolfo. Prévus à 11 h 30, elle a débuté effectivement à 12 h 10 dans le bureau du Souverain Pontife. Celui-ci accorde habituellement une audience de quinze minutes à un évêque. Pour nous cela a duré trente-cinq minutes. Cela signifie, disent les spécialistes du Vatican, que Benoît XVI a voulu montrer l'intérêt qu'il porte à ces questions.

Nous étions quatre : le Saint-Père et le cardinal Castrillon Hoyos, l'abbé Schmidberger et moi. La conversation s'est déroulée en français - contrairement à certaines sources qui annonçaient qu'elle se tiendrait en allemand - ; elle a été conduite par le pape dans une atmosphère bienveillante. Lui-même a énoncé trois difficultés en réponse à la note que nous lui avions fait parvenir un peu avant l'audience. Benoît XVI en avait pris connaissance et il n'a pas été nécessaire de reprendre les points évoqués dans cette note.

Nous y faisons une description de l'Église en citant "l'apostasie silencieuse" de Jean-Paul II, "le bateau qui prend l'eau de toute part" et "la dictature du relativisme" du cardinal Joseph Ratzinger, avec en annexe des photos de messes toutes aussi scandaleuses les unes que les autres.

Nous donnons également une présentation de la Fraternité avec des chiffres et diverses réalisations. Nous citons deux exemples d'actions menées par la Fraternité dans le monde actuel et l'attitude invraisemblable des évêchés locaux à

leur endroit : le procès en Argentine qui obtint l'interdiction de la vente des contraceptifs, qui nous vaut le qualificatif de terroristes de la part de l'évêché de Cordoba, et la dénonciation de la gay-pride de Lucerne qui se termina dans une église catholique par un office protestant dans l'indifférence totale de l'évêque.

Enfin nous formulons nos demandes : changer le climat d'hostilité à l'égard de la Tradition, climat qui rend la vie catholique traditionnelle - y en a-t-il une autre ? - à peu près impossible dans l'Église conciliaire, en donnant une pleine liberté à la messe tridentine, faire taire le reproche de schisme en enterrant les prétendues excommunications, et trouver une structure d'Église pour la famille de la Tradition.

DICI : Est-il possible de connaître les difficultés soulevées par Benoît XVI ?

Je peux seulement les évoquer. Dans un premier temps, le Saint Père a insisté sur la reconnaissance effective du pape et l'a reliée à la situation de nécessité invoquée pour le sacre des évêques par Mgr Lefebvre et pour notre activité subséquente.

Ensuite Benoît XVI a précisé qu'il n'y avait qu'une manière d'être dans l'Église catholique : c'est d'avoir l'esprit de Vatican II interprété à la lumière de la Tradition, c'est-à-dire dans l'intention des pères du concile et selon la lettre des textes. C'est une perspective qui nous effraie passablement...

Enfin il nous faudrait, pense le Souverain Pontife, une structure qui nous convienne pour le rite traditionnel et certaines pratiques extérieures, - sans pour autant nous protéger de l'esprit du concile que nous devrions adopter.

DICI : Le communiqué du Vatican à l'issue de l'audience parle d'une "volonté de procéder par étapes et dans des délais raisonnables". Que faut-il entendre par cette expression ?

Mgr Fellay : Le pape n'a pas voulu aborder les problèmes, mais simplement les esquisser. Or il faudra bien, dans un premier temps, répondre à l'exigence du droit de cité de l'ancienne messe pour ensuite aborder les erreurs du concile, car nous y voyons la cause des maux actuels, cause directe et pour une part indirecte.

Bien sûr, nous irons pas à pas. Il faut apporter sur le concile un éclairage différent de celui qui est donné par Rome. Tout en dénonçant les erreurs, il est indispensable de montrer leur suite logique, leur incidence sur la situation désastreuse de l'Église aujourd'hui, sans toutefois provoquer une exaspération qui entraînerait une rupture de la discussion. Cela nous oblige donc à procéder par étapes.

À propos des délais raisonnables, il se dit à Rome que des documents pour les communautés rattachées à la Commission *Ecclesia Dei* sont en préparation, quelque chose de nouveau, du jamais vu encore. "Attendons et voyons !" Il est certain que le pape a la volonté de régler rapidement cette situation.

Pour être tout à fait juste, je voudrais apporter ici une précision. En effet, il faut bien considérer la situation dans laquelle se trouve le pape. Il est coincé entre les progressistes et nous : s'il vient à libéraliser la messe sur notre seule demande, les modernistes se dresseront en disant que le pape a cédé aux traditionalistes. Nous apprenions ainsi de Mgr Ricard qu'en 2000, lui-même, le cardinal Lustiger et l'archevêque de Lyon s'étaient précipitamment rendus à Rome pour bloquer toute avance faite à la Fraternité, en brandissant la menace d'une rébellion. Nous savons que les évêques allemands ont agi de la même manière lors des J.M.J. de Cologne : "C'est eux ou nous". Il faut comprendre : "S'ils sont reconnus, nous sortons de l'Église et nous faisons schisme".

De telle sorte que le pape ne pouvait pas, au cours de l'audience, nous donner verbalement l'assurance qu'à l'automne, par exemple, la messe serait libéralisée. Toute promesse de sa part faite à la Fraternité en ce sens l'exposerait infailliblement à la pression exercée par les progressistes. Nous aurions alors recueilli les vues d'un pape contre une majorité d'évêques enclins à la sécession. Cela n'est pas envisageable dans la débâcle actuelle, même avec la volonté d'une certaine restauration. Pour ma part, je pense que seule une libéralisation limitée sera éventuellement concédée.

DICI : La presse s'est fait l'écho de divisions au sein de la Fraternité Saint Pie X. Qu'en est-il précisément ?

Mgr Fellay : L'annonce de cette audience accordée par le pape a provoqué un véritable tumulte dans les médias. Ils ont fait beaucoup de bruit, tentant de montrer des divisions dans la Fraternité parmi les quatre évêques. Les journalistes ont également propagé les menaces adressées au pape par les progressistes : "Libérer la messe c'est désavouer Paul VI et la réforme liturgique".

Mais je puis vous affirmer qu'à l'intérieur de la Fraternité Saint Pie X les quatre évêques sont à l'unisson au sujet des rapports avec Rome, et que Mgr Williamson, dont le nom a été cité, n'est pas "sédévacantiste". Les médias n'ont pas d'inquiétude à avoir. Malheureusement pour eux, c'est un hors sujet !

DICI : Monseigneur, qu'espérez-vous maintenant ?

Mgr Fellay : Il y a une espérance chez certains cardinaux à Rome de voir la Tradition reconnue. Nous l'espérons également. Nous espérons en particulier une entière libéralisation de la messe, mais cela risque fort de ne pas être pour demain. Nous aurons alors le devoir de faire reconnaître la place de la Tradition dans l'Église, en évitant de susciter les mauvaises interprétations que l'on donne d'elle.

Il faudra faire admettre aux autorités romaines que nous ne pouvons suivre sans de sérieuses restrictions l'interprétation que l'on donne du concile et l'œcuménisme tel qu'il est pratiqué. Au fond, ce que nous espérons, c'est de faire comprendre un jour la raison d'être de la Tradition.

Le jour même où étaient connues ces déclarations de Mgr Fellay, un autre évêque de la FSSPX, Mgr Williamson, rendait publiques des “Réflexions pour le mois de septembre” (texte original anglais et “version française par l’auteur” disponibles sur quien.free.fr).

Ces “Réflexions” se terminent ainsi : “...tant que les autorités de notre Mère, l’Église, souffrent la lèpre de l’hérésie néo-moderniste, prions Dieu pour que nous gardions l’équilibre juste, en nous éloignant d’eux ni trop peu, car ils ont la lèpre, ni trop, car l’Église reste notre Mère. C’est un équilibre délicat, mais les quatre évêques de la Fraternité entendent unanimement le garder. Dieu aidant, et sa Très Sainte Mère.”

Y A-T-IL ENCORE UN “ ETAT DE NECESSITE ” ?

Sans prétendre commenter ces déclarations épiscopales, et encore moins s’immiscer dans un dialogue que le Saint-Père a accepté de réengager, on relèvera quelques points des réponses de Mgr Fellay à DICI :

- L’attachement à Rome et la reconnaissance de l’autorité du Souverain Pontife sont affirmés d’emblée par le Supérieur général de la FSSPX. C’est un rappel de doctrine et de discipline qui, semble-t-il, n’est pas destiné seulement à rassurer le Saint-Siège. Il s’adresse aussi, sans doute, aux prêtres de la FSSPX qui refusent de mentionner le nom du pape au canon de la messe. Ces prêtres “non *una cum*” sont une minorité au sein de la FSSPX – Mgr Lefebvre, en son temps, avait sanctionné ceux qui refusaient de nommer le pape au canon. Mais les fidèles qui assistent à la messe dans un prieuré de la FSSPX ne savent pas, parfois, si le pape est nommé ou non dans le canon.

- Mgr Fellay indique que Benoît XVI a évoqué, dès les débuts de l’entretien, “la situation de nécessité invoquée pour le sacre des évêques par Mgr Lefebvre”.

En effet, l’argument de nécessité était revenu souvent, lors de l’ “année climatérique” (J. Madiran), dans les déclarations de Mgr Lefebvre pour justifier les sacres épiscopaux qu’il allait accomplir :

“ la Fraternité et son histoire manifestent publiquement cette nécessité de la désobéissance pour demeurer fidèles à Dieu et à l’Église ” (*Lettre aux anciens du Séminaire d’Ecône, le 29 mars 1988*) ;

“ la nécessité absolue d’avoir des autorités ecclésiastiques qui épousent nos préoccupations et nous aident à nous prémunir contre l’esprit de Vatican II et l’esprit d’Assise ” (*Lettre au pape, le 2 juin 1988*) ;

“ la nécessité absolue de la permanence et de la continuation du sacrifice adorable de Notre Seigneur pour que “son Règne arrive” ” (*Lettre aux futurs évêques, le 29 août 1987, rendue publique en juin 1988*).

Cette nécessité – au sens philosophique, opposé à contingence – était définie aussi par Mgr Lefebvre comme une “contrainte par la Providence”.

Aujourd’hui, Benoît XVI affirme à Mgr Fellay que l’argument de l’état de nécessité ne peut plus être employé pour justifier la désobéissance et la séparation.

- La “structure d’Église” à accorder à la FSSPX, c’est-à-dire le statut canonique à lui reconnaître, ne semble pas poser un problème insurmontable. Une plus grande libéralisation de la messe traditionnelle semble aussi, selon d’autres sources, pouvoir intervenir lors du prochain synode sur l’Eucharistie, en octobre prochain.

Reste la question du concile Vatican II. Benoît XVI a affirmé, rapporte Mgr Fellay, “qu’il n’y avait qu’une manière d’être dans l’Église catholique : c’est d’avoir l’esprit de Vatican II interprété à la lumière de la Tradition”. “Perspective” effrayante commente Mgr Fellay.

On remarquera, néanmoins, que Mgr Fellay ne rejette pas tout le concile Vatican II en tant que tel. Il parle certes des “erreurs du concile” mais aussi, d’une manière plus limitée, des “sérieuses restrictions” à faire à “l’interprétation” du concile. L’abbé Schmidberger, premier assistant général de la FSSPX et qui participait à la rencontre du 29 août, avait évoqué déjà “beaucoup de déformations nées du concile Vatican II et à une certaine façon de comprendre l’œcuménisme et la liberté de religion” (déclaration à l’agence APIC le 30 août 2005). “Mauvaise interprétation” et “déformations” ne signifient pas rejet entier.

On en reviendrait ainsi à un des points de l’accord, éphémère, du 4 mai 1988 : “À propos de certains points enseignés par le concile Vatican II [...] et qui nous paraissent difficilement conciliables avec la Tradition, nous nous engageons à avoir une attitude positive d’étude et de communication avec le Siège apostolique, en évitant toute polémique.”

□ □ □